



FACILITE REGIONALE DE SATBILISATION

FENETRE NATIONALE DU MALI

ACTIVITE DE SUIVI-EVALUATION :

RAPPORT DE L'ETUDE DE PERCEPTION ET DE REFERENCES

CENTRE D'ANALYSE ET DE RECHERCHE DE L'ESPACE SAHELO-SAHARIEN
MODIBO GOITA (CARESS)
ECOLE DE MAINTIEN DE LA PAIX ALIOUNE BLONDIN BEYE (EMP-ABB)

DECEMBRE 2022



Table des matières

Résumé	2
I. Contexte et justification	3
II. OBJECTIFS	4
2.1. Objectif global	4
2.2. Objectifs spécifiques	4
III. MÉTHODE	4
3.1. Cadre de l'étude	4
3.2. Population de l'étude	7
3.3. Échantillonnage	7
3.4. L'analyse des données	10
IV. DIFFICULTES RENCONTREES ET SOLUTIONS ENGAGEES	11
V. ANALYSE DE LA PERCEPTION A TRAVERS LES DONNEES RECUEILLIES DU TERRAINS	11
5.1. La perception du point de vue sécuritaire	12
5.3. Évolution de la sécuritaire dans les six derniers	19
5.4. La perception des populations par rapport à l'accès à la justice	20
5.5. La perception des populations concernant la cohésion et le bien-être social et économique	21
5.5.1. La particularité des bénéficiaires d'appui du PNUD	25
5.5.2. Les mécanismes de gestion des conflits	26
VI. RECOMMANDATIONS	27
BIBLIOGRAPHIE	30

Résumé

La présente étude mixte a permis de collecter les données qualitatives et quantitatives en lien avec les indicateurs de produits et d'effets du programme de *Facilité Régionale de Stabilisation* dans la région de Bandiagara (communes de Bandiagara, Pignari-Bana, Doucoumbo, Dandoli et Dourou) au Mali, mis en œuvre par le programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD). Ainsi, il a été question de saisir les perceptions des communautés sur divers aspects en lien avec la sécurité, la justice, la cohésion sociale, les droits de l'homme, les conditions de subsistance et les relations entre divers acteurs. Il est ressorti de l'étude que les perceptions des acteurs des aspects susmentionnés sont corolaires des spécificités propres aux localités investies. A l'analyse, les populations interrogées ont majoritairement le sentiment de vivre en insécurité ((soit 29,6% qui estiment vivre en sécurité). Cela se traduit par le fait que la région de Bandiagara est une localité qui est sérieusement infestée à la fois par l'immixtion des groupes terroristes dans la région depuis 2015 mais surtout la recrudescence des conflits locaux qui opposent majoritairement les groupes professionnels en occurrence agriculteurs et éleveurs. Évoquant la cohésion entre les communautés, l'écrasante majorité des répondants ont estimé que la crise a affaibli le corps social (soit 49% d'interviewés qui ont estimé que les relations entre communautés sont moyennes).

S'agissant de la présence des acteurs en charge de délivrer les services de sécurité, les perceptions des enquêtés des Forces de Sécurité et de défense sont positives en dépit de la persistance de la menace terroriste (57% des personnes interrogées ont déclaré être satisfaites des services de sécurité fournis par l'État). De même, les services sociaux de base délivrés par les partenaires au développement en occurrence le PNUD restent fort appréciés (95% des hommes bénéficiaires et 100% des femmes bénéficiaires ont estimé une nette amélioration de leur quotidien grâce au soutien apporté par le PNUD). L'étude a permis de mettre en évidence l'existence des pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes (mariage précoce) et les enfants (parfois enrôlés dans les groupes armés). Enfin, les enquêtés ont formulé des recommandations allant du maintien des efforts entrepris par les acteurs en passant par l'élargissant du soutien à d'autres localités à plus d'inclusivité dans le processus du relèvement du tissu socioéconomique et la prise en compte des besoins sexo- spécifiques notamment des femmes et des jeunes.

Mots clés : Stabilisation, Sécurité, Droits humains, Paix, Cohésion sociale et Justice.

I. Contexte et justification

La situation sécuritaire s'est dégradée dans plusieurs régions du Mali depuis la rébellion de 2012. Initialement dans les régions dites Nord du pays (Gao, Tombouctou et Kida), l'insécurité a progressivement gagné celles du Centre (Mopti et Ségou) et s'est étendue sur le Burkina Faso et le Niger, faisant du Liptako-Gourma le terreau des entrepreneurs de la violence, y compris des groupes extrémistes et terroristes, de milices et de groupes d'autodéfense. L'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS) et Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et leurs démembrements y sont déployés et favorisent l'augmentation de la criminalité organisée avec des trafics de tout genre, notamment d'armes, d'êtres humains, de produits illicites, du bois, d'animaux sauvages, de produits culturels et de la drogue (Spet, S. 2015). La zone connaît également une multiplication des conflits intra et intercommunautaires dont les plus récurrents opposent agriculteurs et éleveurs (MSPC, PSIRC-Mopti et Ségou, 2017). L'insécurité dans le Liptako-Gourma, l'insuffisance des réponses étatiques et le manque de services sociaux de base dans certaines localités ont conduit à des déplacements significatifs de populations. Au 30 avril 2022, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) avait enregistré 2 523 618 individus déplacés par la crise dans le Sahel Central, y compris 2 317 479 Personnes déplacées internes (92% de la population affectée), dont 1 839 039 personnes au Burkina Faso, 402 138 au Mali (402 138) et 202 068 au Niger (202 068).

Les efforts de stabilisation dans le centre du Mali visent non seulement à rétablir la sécurité dans la zone, mais également à limiter la progression de l'insécurité vers le sud du pays en renforçant la résilience et la vigilance des acteurs. Plusieurs programmes de stabilisation sont déployés, particulièrement dans les régions de Mopti, Bandiagara et Ségou. Le programme Facilité Régionale de Stabilisation s'inscrit dans ce cadre. Il constitue une réponse commune à la crise multidimensionnelle et multiforme des États de la région du Liptako-Gourma. Il vise à réduire le risque de violence dans les zones ciblées afin de permettre l'exécution du programme de consolidation de la paix, de relèvement et de développement à plus long terme.

Le management du programme intègre le besoin d'agir de façon flexible en se basant sur des données de suivi-évaluation et des études de perception. Cette approche vise à assurer une compréhension dynamique du contexte. Le système harmonisé mis en place au niveau régional est ainsi implémenté dans chaque Fenêtre nationale pays du programme. C'est dans ce cadre que le PNUD au Mali a convenu d'un projet d'évaluation et d'une étude de perception dans la zone d'intervention du programme au Mali. Ce rapport rend compte de l'étude de perception

conduite par le Centre d'Analyse et de Recherche de l'Espace Sahélo-Saharien Modibo Goita (CARESS) de l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye (EMP-ABB).

II. OBJECTIFS

2.1. Objectif global

La présente étude de perception contribue à informer les indicateurs et la compréhension du contexte de mise en œuvre du programme "Facilité Régionale de Stabilisation au Mali".

2.2. Objectifs spécifiques

De manière spécifique, il s'agit pour l'étude de perception de :

- ✚ Participer à la collecte de données devant alimenter le cadre de résultats du programme "Facilité Régionale de Stabilisation au Mali" ;
- ✚ Rendre compte de l'état de la perception des populations et des acteurs de sécurité en matière de sécurité, de justice, de cohésion sociale, de droits de l'homme, de conditions de subsistance et des relations entre les acteurs.

III. MÉTHODE

3.1. Cadre de l'étude

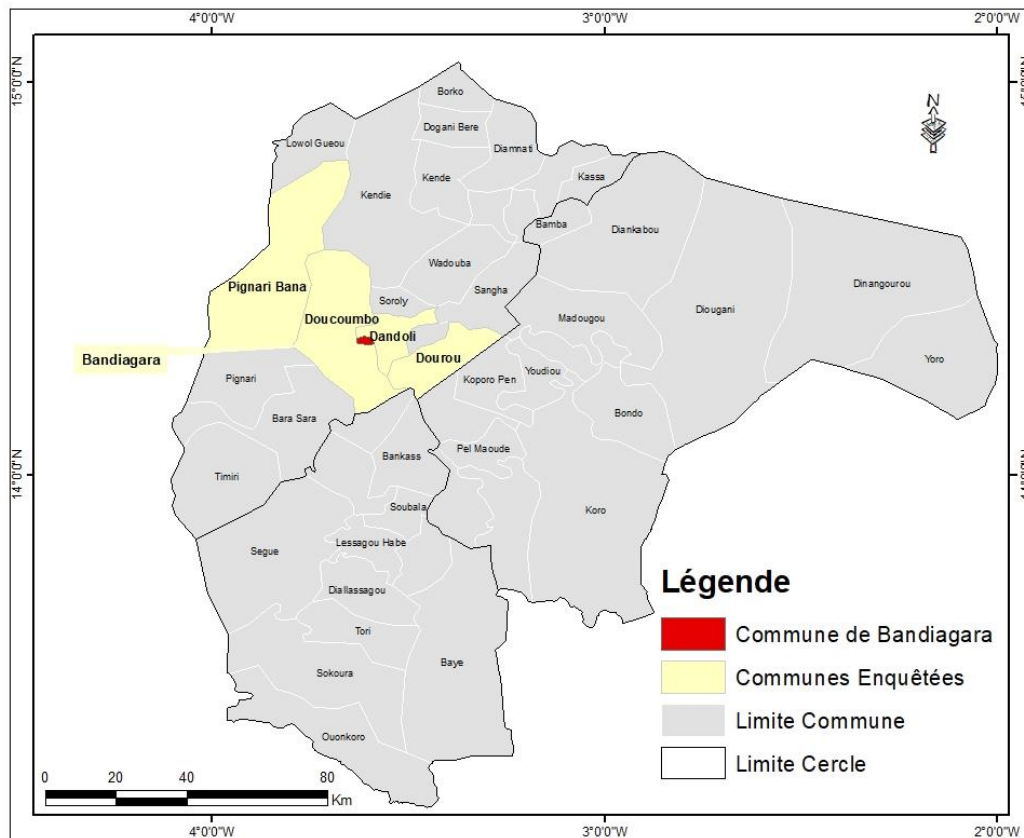
L'étude a été conduite dans la région de Bandiagara qui est la zone d'intervention de la Fenêtre Mali du programme Facilité Régionale de Stabilisation. Initialement, la région était un cercle de la région de Mopti située au centre du Mali. Actuellement, elle fait partie des 20 régions administratives à la faveur de la dernière réorganisation administrative. Elle est habitée par une population de 362 685 personnes, dont 187 342 femmes et 175 343 hommes. Elle comprend 21 communes, mais le présent projet d'évaluation et de recherche ne porte que sur cinq communes à savoir Bandiagara, Pignari-Bana, Doucoumbo, Dandoli et Dourou. Ces communes correspondent aux sites des Plans d'Actions Conjointes (Joint Action Plans, JAP) du programme Facilité Régionale de Stabilisation au Mali. Chaque site JAP correspond à une sous-unité de recherche dont le champ d'intervention s'étend aux villages et quartiers de la commune. Ainsi, le champ d'intervention des cinq communes suscitées s'étend à 22 villages et quartiers. Le tableau suivant montre la répartition des 22 quartiers et villages en fonction des sites JAP.

Tableau 1 : Répartition des sites villages et des quartiers en fonction des sites JAP

Communes (sites JAP)	Villages/Quartiers
Bandiagara	Quartier 1 Quartier 2 Quartier 3 Quartier 4 Quartier 5 Quartier 6 Quartier 7 Quartier 8
Pignari-Bana (73 kms de Bandiagara)	Goundaka Ficko Kori-Maounde Bandiougou
Doucombo (6 kms de Bandiagara)	Kori-Kori Kalibombo Doucoumbo Songho
Dandoli (10 kms de Bandiagara)	Dioubairou Sassadi Sokolo

Dourou	Dourou
(72 kms kms de Bandiagara)	Korou
	Sassambourou

L'étude de perception a été conduite de novembre à décembre 2022, à la suite d'un devis qualitatif exploratoire. Ce devis a été privilégié pour rendre compte d'une situation sociale, du point de vue des acteurs, ainsi que pour approfondir les processus sociaux (Turcotte, 2000). Il a permis d'adopter une vision du monde en se basant sur les significations que les personnes confèrent aux phénomènes (Guba & Lincoln, 2005). Il a été particulièrement utile pour décrire et comprendre des phénomènes complexes et peu explorés comme les perceptions sur le contexte de mise en œuvre du projet "Facilité Régionale de Stabilisation au Mali". Le choix de l'approche qualitative s'est justifié également par le fait qu'elle privilégie le contact avec le terrain (Poupart, 1997). Les méthodes qualitatives ont l'avantage de pouvoir contextualiser les résultats et capturer les nuances (Osamor & Grady, 2016). Nos analyses prennent néanmoins les données quantitatives de l'évaluation du programme qui a été conduite concomitamment à la présente étude de perception.



3.2. Population de l'étude

La population de l'étude de perception a été constituée des jeunes, des femmes, des jeunes leaders, des femmes leaders, des représentants des associations et Organisations Non Gouvernementales- ONG, des légitimités traditionnelles, des leaders religieux, des autorités administratives (gouverneurs, préfets, sous-préfets), des élus (membres du haut conseil des collectivités territoriales, membres des conseils régionaux, membres des conseils de cercle, maires, conseillers communaux) et des représentants du secteur privé. Ces participants sont âgés de 18 ans et plus et choisis dans les 22 villages et quartiers des cinq sites JAP de l'étude.

3.3. Échantillonnage

- *Entretiens individuels*

La taille de l'échantillon des participants aux entretiens individuels de l'étude de perception a été déterminé en utilisant le principe de la saturation empirique (Ouellet & Saint-Jacques, 2000). Ce principe est constaté lorsque le chercheur observe une redondance dans les propos des personnes interrogées ou dans le matériel exploité (Ouellet & Saint-Jacques, 2000). Son utilisation ne permet pas de définir à l'avance le nombre de participants, mais à des fins de planification, une estimation approximative de 25 participants a été faite. Le choix de ces 25 personnes a respecté le principe de la diversité (Pires, 1997). Par principe de diversité, il est entendu le critère de sélection des participants qui permet d'obtenir plusieurs points de vue sur les mêmes questions, soit à l'intérieur d'un même groupe ou entre plusieurs groupes (Pires, 1997). Les principes de saturation et de diversification appliqués pour la constitution de l'échantillon dans le cadre de la présente étude visaient à assurer que les données recueillies regroupant une variété d'expériences (Ouellet & Saint-Jacques, 2000 ; Pires, 1997). Les participants ont été choisis par commodité conformément à leur répartition dans le tableau suivant. Une fois choisis, l'équipe de recherche a pris contact avec eux afin de leur expliquer les objectifs de l'étude, répondre à leurs questions et solliciter leur participation à l'étude. Un rendez-vous a ensuite été négocié pour la conduite des entretiens. Ce rendez-vous a tenu compte de leur disponibilité et de leurs préférences en termes de lieu et de moment.

Tableau 2 : Répartition des participants aux entretiens individuels en fonction des sites JAP

Participants	Pignari-bana	Bandiagara	Dandoli	Doucombo	Dourou	Total
Jeunes leaders	1	1			1	3
Femmes leaders	1		1	1		3
Représentants des associations et ONG		1		1	1	3
PDI		1	1	1		3
Légitimités traditionnelles				1	1	2
Leaders religieux	1		1			2
Sous-préfets	1		1		1	3

FDS	1	1		1		3
Maires		1	1		1	3
Total	5	5	5	5	5	25

- Focus-groups

La taille de l'échantillon des participants aux entretiens de groupe de l'étude de perception a été déterminée sur la base du nombre d'entretiens de groupe et sur le nombre de personnes requis pour ce type d'entretien, lequel nombre varie généralement entre six et 12 personnes. Dans la présente étude, il a été prévu pour des raisons budgétaires et de sécurité de tenir deux entretiens de groupe dans les cinq sites JAP et d'inclure dans chacun des entretiens huit participants, soit un total de 80 participants pour 10 entretiens de groupe.

Le tableau suivant montre la répartition des 80 participants en fonction des sites JAP.

Tableau 3 : Répartition des catégories de participant en fonction des sites JAP et des entretiens de groupe.

N°	Participants	Nbre de focus - groups	Nbre de participants	Sites JAP (Communes)				
				Pignari-Bana	Bandiagara	Dandoli	Doucombo	Douro
1	Jeunes	2	16	x				x
2	Femmes	3	24		x	x	x	
3	Représentants des ONG et Associations	1	8		x			
4	PDI	2	16			x	x	

5	Elus locaux (maires et conseillers communaux)	2	16	x				x
Total		10	80	2	2	2	2	2

3.4. L'analyse des données

L'analyse de contenu a été privilégiée comme méthode d'analyse des données qualitatives. Elle a permis l'interprétation d'un texte écrit issu d'entretiens, d'observations ou de documents (Huberman & Miles, 2003). Nous avons utilisé plus spécifiquement l'analyse de contenu thématique qui est l'une des techniques les plus courantes et les plus efficaces. Elle « consiste à procéder systématiquement au repérage, au regroupement et, subsidiairement, à l'examen discursif des thèmes abordés dans un corpus » (Paillé & Mucchielli, 2012). L'analyse a commencé dès le début de la collecte des données par leur traduction au besoin et leur transcription intégrale à partir des différents enregistrements audios réalisés. Tous les focus groups ont été transcrits en verbatim et importés dans le logiciel MAXQDA.

Une analyse en trois étapes (codage, thématisation et analyse) a été privilégiée (Paillé & Mucchielli, 2003). Dans un premier temps, les verbatims ont été examinés ligne par ligne et paragraphe par paragraphe pour générer des codes sous forme d'étiquettes attachées à des unités d'analyse de taille variable. Dans un deuxième temps, les codes les plus proches ont été regroupés sous un même sous-thème, puis sous un même thème. Enfin, l'analyse proprement dite a été faite selon une démarche mixte (inductive et déductive) ayant ainsi recours à des thèmes induits, mais aussi à ceux préexistants.

Un arbre thématique a été obtenu par une hiérarchisation des thèmes selon leur rôle principal ou périphérique pour répondre à nos thèmes ; et leur récurrence a permis d'avoir une représentation synthétique du contenu à analyser avec les différents cas de figure par rapport à notre objet d'étude. Ainsi ont émergé des ensembles thématiques (pouvant être convergents, divergents ou complémentaires) constituant des genres de matrices de signification qui coexistent les unes avec les autres. Elles ont permis de nommer les différentes dimensions de notre objet d'étude. Puis ont été établies des relations pour trouver des liens qui, en réalité,

s'étaient déjà imposées entre ces dimensions. Elles ont été mises en contraste pour constituer un univers de signification permettant ainsi d'identifier les perceptions des jeunes, des femmes, des leaders communautaires sur les questions sécuritaires, de relations entre les acteurs et de conditions de vie dans la zone d'intervention du projet. Les analyses de données quantitatives de l'évaluation du programme obtenues grâce au logiciel R ont été mises à contribution.

IV. DIFFICULTES RENCONTREES ET SOLUTIONS ENGAGEES

La conduite de l'étude de perception a été confrontée aux défis d'insécurité dans la région de Bandiagara. Ceux-ci ont constitué une contrainte pour la mobilité des équipes d'enquête. Pour y remédier, les enquêteurs ont été sélectionnés et déployés en fonction de leurs zones de résidence et d'intervention habituelles. Des briefings sécuritaires ont également eu lieu auprès des autorités sécuritaires et administratives de la région. La collecte des données auprès des acteurs civils a s'est déroulée sans incident. Cependant l'étude n'a pas pu couvrir les forces de sécurité comme initialement prévu en raison de la réticence d'une certaine hiérarchie du commandement à se prêter à l'exercice malgré les autorisations administratives obtenues à cet effet. Les motifs d'insécurité entraînant la non-disponibilité des forces de sécurité pendant la phase de collecte des données ont été évoqués pour justifier cet état de fait. Néanmoins, cette absence des forces de sécurité dans l'échantillon n'entache en rien la validité et la pertinence des résultats obtenus. En dépit de ce qui précède, il est ressorti des interactions avec la hiérarchie militaire et sécuritaire que les questions de droit de l'homme et la protection des populations civiles sont une préoccupation majeure pour les autorités de la région.

V. ANALYSE DE LA PERCEPTION A TRAVERS LES DONNEES RECUEILLIES DU TERRAINS

Les données issues de l'enquête de perception sont ici analysées en vue d'en fournir une interprétation faisant état du ressenti réel des populations cibles par rapport à un certain nombre

de thématiques en lien avec leur vie au quotidien. Cette interprétation est basée sur des données combinées recueillies auprès de ménages des sites JAP mais aussi auprès de bénéficiaires directs d'un appui du PNUD.

5.1. La perception du point de vue sécuritaire

Dans le cadre de cette étude de perception, la sécurité est comprise au-delà de son acceptation relative à la sécurité humaine, comme faisant partie des indicateurs d'effet qui contribuent à la réduction des risques de violence nuisibles à la mise en œuvre des programmes de consolidation de la paix et de développement à long terme. Ainsi, elle concerne non seulement les perceptions individuelles et collectives des populations, mais aussi l'environnement dans son entièreté en vue de donner des éléments fiables d'analyse de mise en place de projets militant en faveur de la paix.

Les données indiquent que sur 1093 répondants ce sont 324 personnes (soit 29,6%) qui estiment être en sécurité. Selon la stratification par catégorie d'âge et par sexe, ce sont 35% des répondants de 18 à 35 ans qui partagent le plus ce sentiment contre 30% chez les répondants se trouvant dans la fourchette des 36 à 55 ans et 29% des adultes de plus de 55 ans. A l'analyse, il sort clairement que les populations interrogées ont majoritairement un sentiment de vivre en insécurité. Cela se traduit par le fait que la région de Bandiagara est une localité qui est sérieusement infestée à la fois par l'immixtion des groupes terroristes depuis 2015 mais surtout la recrudescence des conflits locaux qui opposent majoritairement les groupes professionnels en occurrence agriculteurs et éleveurs ; lesquels conflits entre groupes professionnels ont fini par prendre un tournant communautaire. La présence de groupes extrémistes et les dynamiques d'allégeance et de résistance conduisent également à des tensions intracommunautaires.

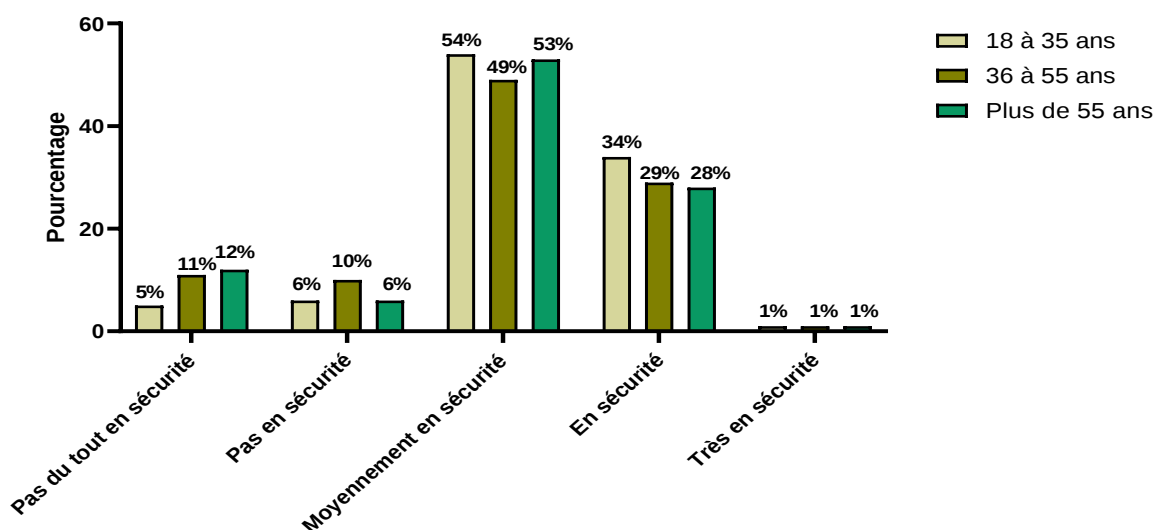


Figure 1 : Pourcentage de la population des sites JAP déclarant l'existence de la sécurité selon la catégorie d'âge du chef de ménage

Ce qui dénote une certaine amélioration des perceptions des communautés même si elle est caractérisée par une certaine réserve liée à la possibilité de résurgence de l'insécurité qui reste une éventualité fortement probable chez une majorité écrasante des répondants. Il suffit d'observer que pour 558 d'entre eux, la perception est « *moyennement en sécurité* ». Les témoignages suivants rendent bien compte de cet état de fait :

« Ces six derniers mois dans la commune de Pignari-Bana, l'insécurité a chuté. Elle a beaucoup chuté quand on fait le constat. Il y a deux ou trois ans, le jour comme la nuit on était sur le qui-vive. À chaque instant on était en fuite. L'insécurité n'a pas seulement chuté, elle a plutôt beaucoup chuté » (Focus group de Pignari-Bana).

« Dans la ville de Bandiagara, les difficultés ont baissé d'intensité. Mais, dans les coins de brousse, aux alentours de Bandiagara, l'insécurité continue. Il n'y a pas longtemps deux jours, une personne a été tuée par un agresseur, ensuite un bus de transport s'est fait sauter sur une mine ; ça ce sont des exemples parmi d'autres » (propos d'un élu de Bandiagara).

Ces nuances, *très faibles* (du point de vue de pourcentage de réponses désagrégées par sexe et par catégorie d'âge), sont aussi perçues selon des localités investies par la présente étude. Ainsi, 34% parmi les personnes interrogées de Bandiagara, 30% de celles de Dandoli, 34% de celles de Dourou et 24% de celles de Pignari-Bana déclarent être en sécurité. **En revanche ce pourcentage est nul à Doucombo où aucun répondant n'a fait cas de perception de de sécurité.** De là, il est à noter à ce stade de l'analyse que les perceptions des enquêtés de l'insécurité sont corolaires non seulement à l'ampleur des attaques subies, mais également tributaires de la peur de possibles attaques. La situation d'insécurité est très relative aux aires géographiques et à l'intensité des conflits dans la région. Pour le cas de la commune de Doucombo, les enquêtés estiment que l'insécurité est grandissante et la menace terroriste est réelle.

« Bandiagara nous on l'avait dénommé couloir de la mort, j'ai fait un an sans voyager à cause de cette RN15 ici étant à Bandiagara, j'ai renoncé à des opportunités et il y a des gens qui étaient prêts à renoncer à des activités qui pouvaient les rapporter 500.000 F en deux jours à cause de cette route mais nous constatons une amélioration de la sécurité », (entretien individuel avec un jeune à Bandiagara).

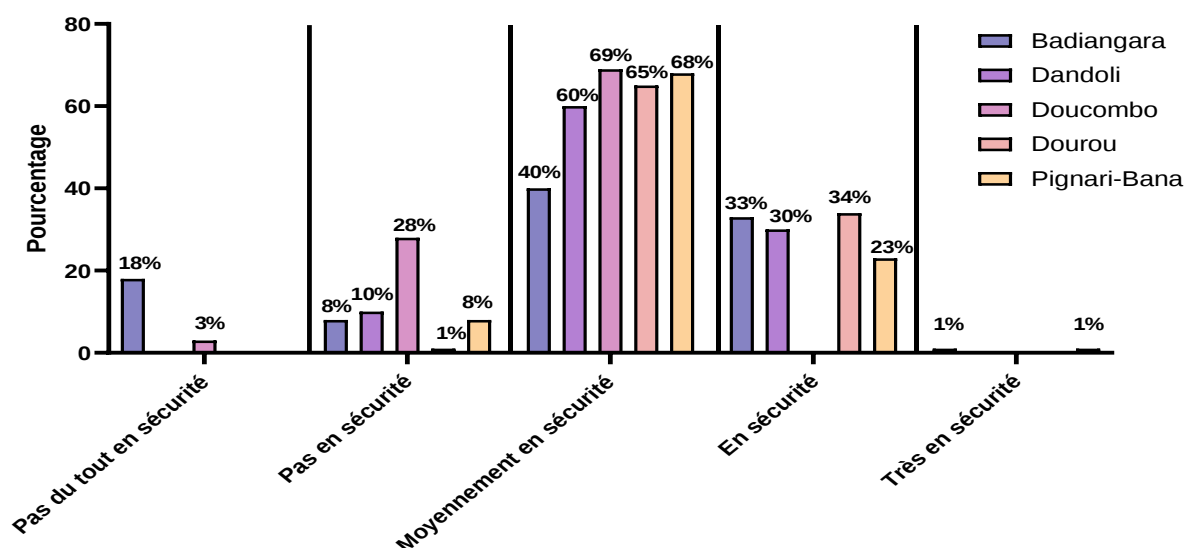
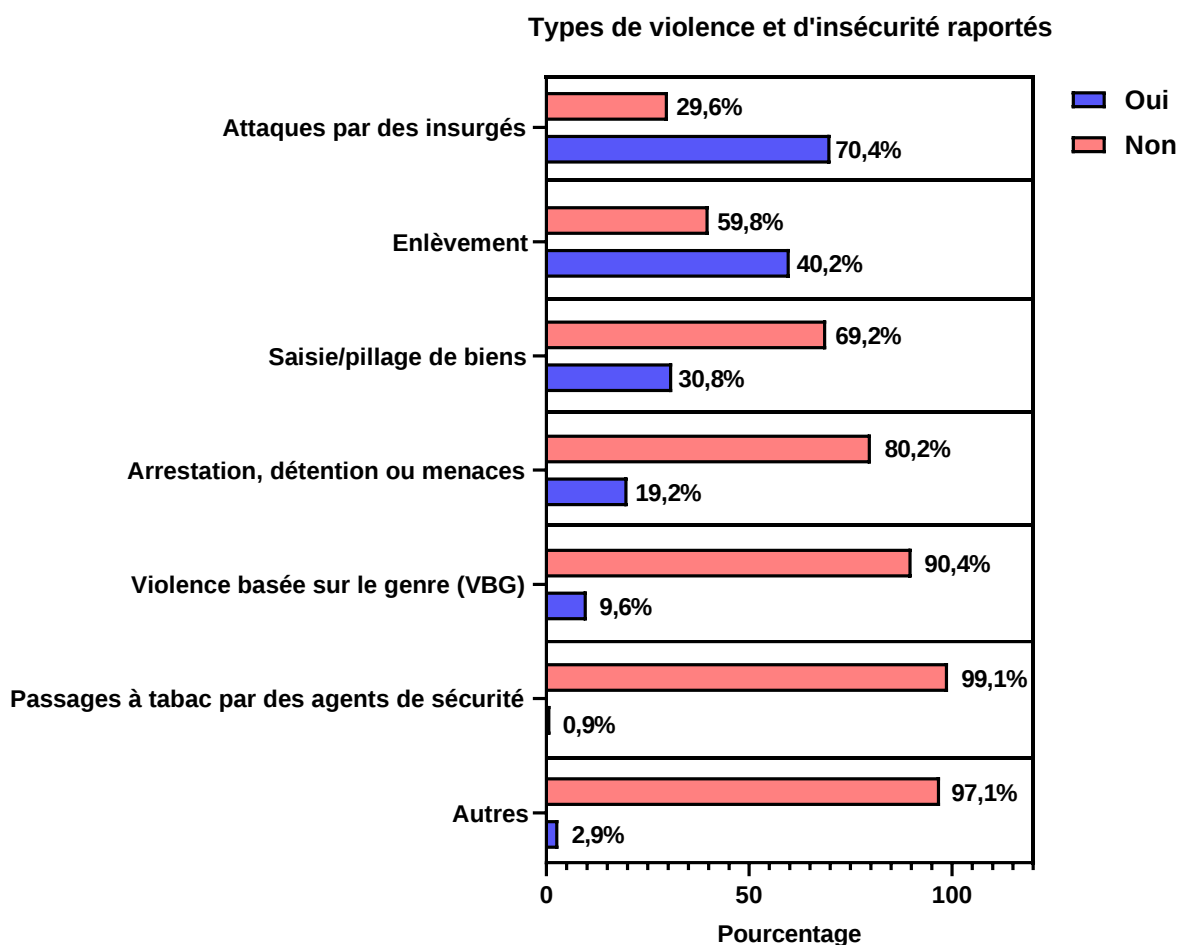


Figure 2 : Pourcentage de la population des sites JAP déclarant l'existence de la sécurité selon le lieu (commune) du chef de ménage

Ce cas pour être isolé n'est pas fortuit et doit être interprété comme l'existence et la persistance de poches résiduelles d'insécurité pouvant servir de creuset pour une nouvelle source d'insécurité avec possibilité de propagation dans les localités environnantes. Alors que le contexte social et la géographie locale font qu'il existe des interdépendances très fortes entre toutes les localités investies.



Les facteurs de l'insécurité ou les faits par lesquels elle se manifeste sont pluriels et dynamiques. Les fiches d'enquêtes utilisées ont proposé différents types d'insécurité aux répondants. Parmi les réponses reçues, il s'avère que ce sont *les attaques par des insurgés* (70,4%), *les enlèvements* (40,2%) et dans une moindre mesure *les cas de mines anti personnelles ou EEI* qui inquiètent le plus les personnes interviewées. A cela s'ajoute le cas de violences basées sur le genre qui s'élève à 9,6%. Ces éléments sont importants dans le cadre de l'analyse parce qu'en plus d'identifier clairement les sources d'inquiétude des populations, ils indiquent aussi les leviers sur lesquels il importe d'agir en vue de la résorption de l'insécurité dans les localités ciblées.

Un autre point important de l'analyse de la perception sécuritaire est celle que les populations ont de l'offre sécuritaire. Il ressort que 57% des personnes interrogées déclarent être satisfaites des services de sécurité fournis par l'Etat (55% pour « satisfait » et 2% de « très satisfait »). Mais cette perception est nuancée et doit être comprise au prisme des réalités locales.

Figure 3 Type d'insécurité remarqué

« Ce sont des donsos qui sécurisent certains villages voisins. Il n'y a pas du tout de sécurité. Nous nous faisons même des soucis quand nos enfants vont aux champs (...) Dans les villages où les habitants refusent d'être donsos ou de travailler avec les militaires, signifient l'occupation de ces villages par les assaillants. Les ennemis ne peuvent pas vivre dans les villages où les habitants acceptent d'être donsos et collaborent avec les autorités (...) Parce qu'après chaque patrouille de la MINUSMA dans notre localité, nous sommes victimes des dégâts énormes, soit ici ou ailleurs. C'est pour cette raison que nous n'approuvons pas la patrouille de la MINUSMA » (Focus group de Pignari-bana).

« Effectivement le problème que nous avons avec les forces de sécurité, c'est la lenteur extrême dans leur réaction face aux différentes attaques perpétrées contre la population civile. Les enfants pleurent, il y a des orphelins, les mamans, tout le monde se plaint de ces agents de sécurité censées nous protéger (...) Maintenant, on n'a même pas la possibilité d'approcher ces porteurs d'uniforme, une véritable relation de chien de faïence. Nous avons même besoin de rencontrer le gouverneur. S'ils ne nous montrent pas la volonté de les rapprocher, nous sommes prêts à le faire. Mais est-ce qu'ils ont cette volonté de nous recevoir, pas de volonté d'ouverture. C'est Dieu seul qui peut nous sauver » (Focus group Doucombo).

Le constat est que l'offre sécuritaire n'est pas que l'apanage des FAMA. Il y a d'autres acteurs avec lesquels il faut impérativement compter (*chasseurs donsos, MINUSMA voire d'autres groupes armés*). Ainsi, en fonction des localités et suivant la présence massive et continue des FDS, les perceptions des populations diffèrent. Le fait est nettement distinctif, l'alliance entre les populations et les FDS, c'est-à-dire, **leur propre participation aux activités de sécurisation locale est le nouveau baromètre de l'efficacité de l'offre sécuritaire** selon le point de vue des répondants. Dans le même temps une autre perception se dessine dans les localités où la présence des FDS est moindre, parce qu'en ce moment, l'acteur assurant la sécurité (*donsos ou groupe armé*), est perçu comme un palliatif à l'absence des FDS. Mais, ce fait est pourvu d'un revers, celui pour les populations d'être étiquetées de partisans d'un groupe ou d'un autre ; et suivant les collaborations entretenues par les FDS, ce fait est parfois préjudiciable aux mêmes populations.

S'agissant de la présence de la MINUSMA, les opinions sont diverses et variées, son utilité en termes de délivrance des services sociaux de base est positivement appréciée, mais dans le même temps, on lui reproche d'être un mauvais signal à chaque patrouille menée car son passage dans la zone est souvent suivi (*voire synonyme*) d'attaques de la part des groupes armés. Avec une telle perception de certaines populations de la mission onusienne, il serait difficile,

voire impossible qu'elle soit appropriée et acceptée par les communautés dont elle est censée protéger. D'où toute la pertinence de décupler les efforts de rapprochement et de compréhension entre elle et lesdites communautés.

Par ailleurs, il est important de mettre un accent particulier sur les perceptions propres aux femmes. Il est remarquable que pour cette rubrique leur avis ne soit quasiment pas différent de celui des hommes. Elles se sentent aussi moyennement en sécurité à 52% contre 51% chez les hommes.

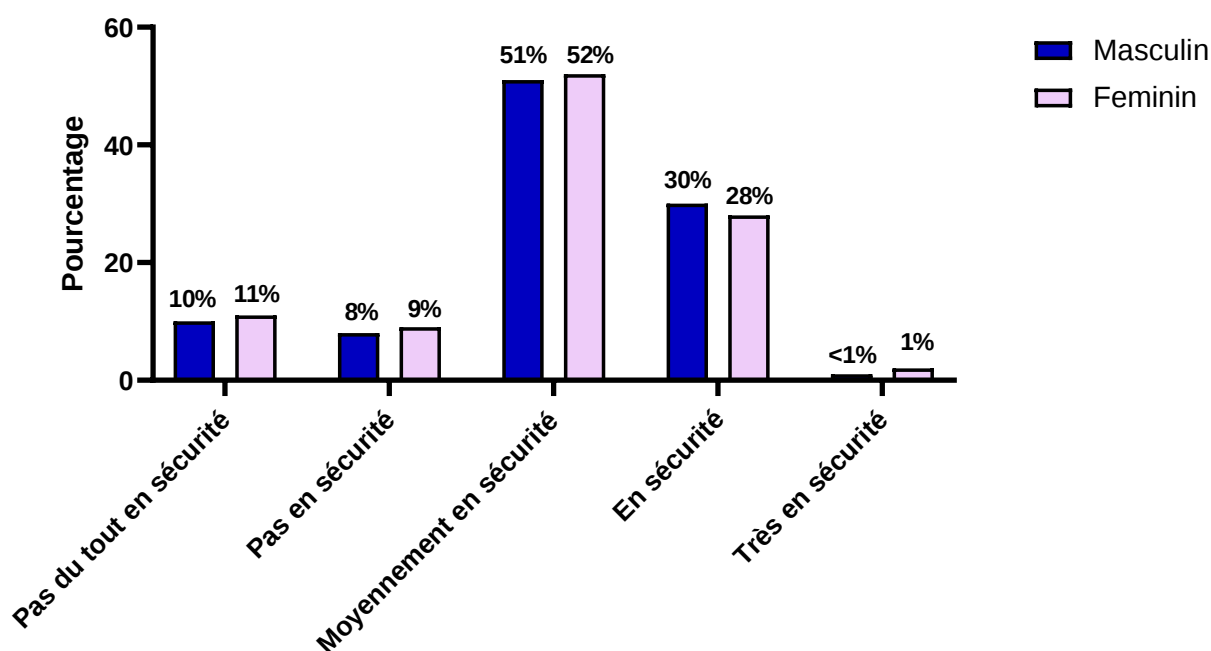


Figure 4 Pourcentage de la population des sites JAP déclarant l'existence de la sécurité selon le sexe du chef de ménage

Cela peut être interprété comme une résilience chez elle. Tout de même il convient de s'interroger si ce fait est *sui generis* ou imposé par le manque de choix. Un témoignage recueilli à Bandiagara oriente l'observateur par rapport à cela, en effet, selon lui : « *Moi ce que je veux dire dans ça, nous, nous vivons dans l'insécurité et puis les femmes sont les plus touchées, tandis que nos maris sont en train de mourir. Donc les femmes c'est elles qui cultivent, c'est elles qui partent au champ, les hommes n'osent pas sortir donc on a ce problème* » (Entretien avec un agent d'ONG à Bandiagara).

Les propos de cet entretien ont été confirmés dans le focus group organisé dans la même ville de Bandiagara : « *L'homme ne peut pas sortir, il ne peut pas voyager. C'est la femme qui va au champ, qui cultivent, qui sèment, qui récoltent. Avec les enfants en charge, c'est difficile de bien subvenir à tous les besoins de la famille sans l'homme* ».

Ces narratifs, au-delà des questions sécuritaires, soulignent les mutations qui s'observent en matière de genre, notamment en ce qui concerne le rôle des femmes et des hommes en matière de production de biens et de revenus pour la famille. Il est dès lors facile de convoquer, ici, une transition vers l'aspect des violences basées sur le genre (VBG).

5.2. Les perceptions sécuritaires et Violences Basées sur le Genre- VBG

En plus d'être un volet important de cette étude, puisque prise en compte dans la collecte de données les VBG sont naturellement une rubrique issue des analyses faites supra concernant la perception sécuritaire. Cela se justifie depuis le contexte et la justification de l'étude qui s'appuie sur un constat établi dans les localités investies. Et parmi ceux-ci les VBG ont été indiquées. Prises dans leur contexte, les VBG constituaient une rubrique des types d'insécurité perçue par les enquêté(e)s. Il s'est avéré que la question a été répondue par 585 personnes soit 53% de l'ensemble des répondants aux fiches d'enquête. Si l'on prend en compte le fait que sur l'ensemble de l'échantillon d'enquête le nombre de femmes était de 243 (22,2% du nombre total), l'on peut affirmer que la question de VBG a bien été étudiée.

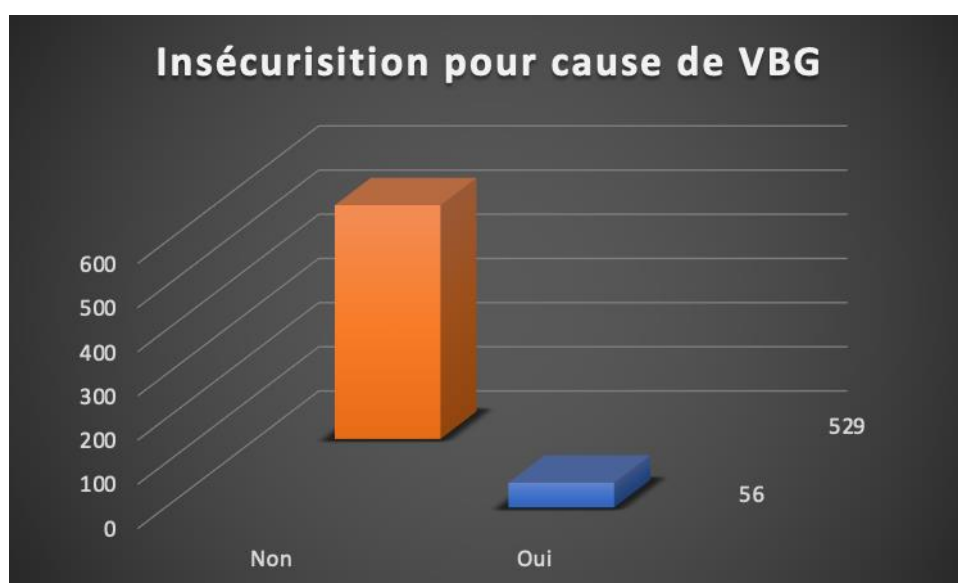


Figure 5 Insécurité liée aux VBG

En réalité, des entretiens effectués, les VBG existent dans certaines localités et sont perçues par les enquêtés comme la persistance de pratiques traditionnelles néfastes notamment les excisions, les mariages précoces et quelques cas d'époux qui battent leurs conjointes. Comme en atteste le verbatim d'un entretien avec un jeune leader de Bandiagara : « *ici nous on dit VBG,*

violences faites aux femmes, de façon générale je peux en parler en revanche je ne connais pas trop d'exemple par rapport à cela. Ce qui est connu généralement il y a des époux qui tapent leurs femmes. Aussi pour des situations d'incompréhension peuvent se bagarrer avec les filles ».

Les cas de viols sont courants parce que recensés au centre de santé de Bandiagara et quelques cas de plainte à la police. La situation précaire de la sécurité est un facteur amplificateur du phénomène, les potentiels témoins ou dénonciateur ont peur de représailles.

« C'est fréquent effectivement, des filles mineures sont constamment violées par les garçons, on les amène aux centres de santé, à la police » (Focus group de Bandiagara).

« Par rapport à cette question, on a peur de dénoncer certains actes de crainte d'être pris pour cible par ces malfrats sans foi. Pas de confiance aucune ici entre nous » (entretien à Bandiagara).

Les autres localités concernées par l'étude n'ont pas fourni assez de réponses détaillées par rapport à cette question. Il serait plausible de le justifier par la peur qu'ils ressentent. En définitive, il n'est pas exagéré de dire que les VBG font légions dans les localités investies au regard des réponses recueillies, des observations directes et la connaissance du contexte local.

5.3. Évolution de la sécuritaire dans les six derniers

De l'avis de personnes majoritairement enquêtées, la région connaît une amélioration progressive de l'offre de sécurité depuis un certain temps. Et cette amélioration est tributaire à la fois aux efforts que consentent les éléments de force de sécurité du Mali, l'engagement des communautés elles-mêmes dans des groupes d'autodéfense, mais dans le même temps avec la venue des acteurs russes dans le champ sécuritaire du Mali.

« Dans ces six dernières années, l'accalmie est revenue par rapport à ce que nous avons connu il y a quelque temps et les raisons de cette accalmie s'expliquent par l'engagement des donsos, des militaires et des blancs qui combattent les terroristes. Pour être précis, les blancs dont je parle ne sont pas les agents de la MINUSMA », (entretien individuel à Dourou)

« En tout cas, ce qu'on peut dire dans ça, avec la montée en puissance des Fama, il y a amélioration. Mais ils trompent la vigilance de la population, c'est-à-dire « vol d'esprit ». En

réalité, c'est un calme précaire qui règne de façon intermittente. Il y a même une équipe de médecins qui a été enlevée. Ils attaquent aujourd'hui, deux à trois jours après ils reprennent », (Focus group à Bandiagara)

5.4. La perception des populations par rapport à l'accès à la justice

L'accès à la justice est le complément naturel de la sensation sécuritaire dans l'ordre normal de toute société. C'est la raison pour laquelle cette étude de perception s'y est également intéressée. Ainsi, les populations cibles de l'étude ont répondu avoir accès à la justice pour 58,7% d'entre elles. Et ce pourcentage est plutôt élevé chez les jeunes dont les âges oscillent entre 18 à 35 ans (71%). Elle semble sensiblement bien accessible selon le contexte local aussi bien pour les hommes (60%) que les femmes (53%). Et aussi que cet accès est plus réel à Bandiagara (chef-lieu de région) que dans les autres localités couvertes par l'étude (68% contre 52% à Pignari-Bana, 45% à Dandoli et Dourou et 22% à Doucombo). Il est clair que la proximité géographique de la justice n'y est pas anodine à cet effet.

Mais il est tout aussi important d'attirer l'attention, dans l'analyse, sur le fait que La confiance aux autorités institutionnelles (justice police et gendarmerie) pour le règlement d'un différent n'est pas partagée par un grand nombre de la population (*qui enregistre un taux de confiance de 49,4% des répondants*), mais elle englobe aussi celle dite traditionnelle/coutumière (38,8% de *taux de confiance*) et religieuse (5,8%). Cet aspect est d'autant plus important qu'il y a lieu de prendre en compte non pas ceux qui recourent à ces formes de justice mais plutôt ceux qui subissent la justice expéditive dite « religieuse » de certains groupes armés extrémistes.

Nonobstant ce taux de satisfaction à la justice, il est important de ne pas occulter tous les griefs formulés contre la justice moderne en termes de distribution de la justice. Il est de constat commun que les communautés à la base trouvent non seulement la justice moderne lente mais corrompue aussi. Donc, il serait hasardeux de dénouer la justice de ces griefs qui pousseraient certaines populations par moments et par endroits à la rejeter et voire opter pour celle délivrée par les groupes armés non étatiques.

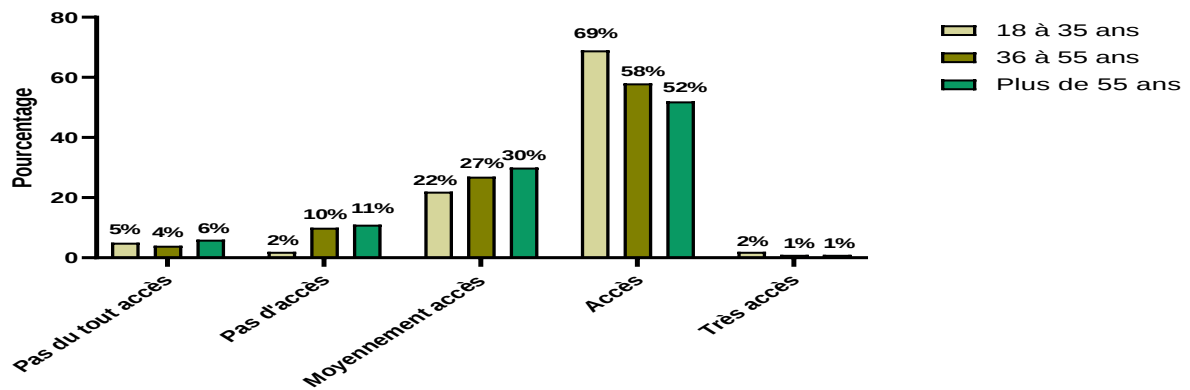


Figure 4 : Pourcentage des niveaux d'accès de la population à la justice dans les sites JAP selon la catégorie d'âge du chef de ménage

5.5. La perception des populations concernant la cohésion et le bien-être social et économique

Figure 5 : Pourcentage des niveaux d'accès de la population à la justice dans les sites JAP selon le lieu (commune) du chef de ménage

5.6.

Cette section de l'étude est une des parties plus importantes de ce rapport car elle touche à la vie directe des participants, c'est-à-dire leurs conditions de vie au quotidien, dans leur communauté. C'est la raison pour laquelle, et pour rester fidèle aux dynamiques du moment, l'analyse se penche d'abord sur les perceptions des communautés à leurs voisins d'autres communautés. Et il ressort que pour 49% des répondants il existe une *confiance moyenne* contre 34% qui font *assez confiance* aux autres communautés. Ces réponses sont assez importantes, car elles font état d'une précarité de la cohésion sociale, certes, mais laissent aussi entrevoir la possibilité du renforcement de ce dernier. De bout en bout, entre ceux qui font moyennement confiance et ceux qui le font assez, ce sont 918 personnes sur 1093 qui sont disposées à faire confiance aux autres communautés. Ces données font échos à celles relatives au niveau de confiance accordé au processus de rétablissement du tissu économique notamment dans son aspect sur les opportunités économiques où les répondant sont assez confiants à 62% mais aussi au rétablissement du contrat social dans les zones cibles (43%). **Ces chiffres laissent peu de place au doute, les communautés sont disposées à dépasser leurs différends et à construire une cohésion profitable à tous.**

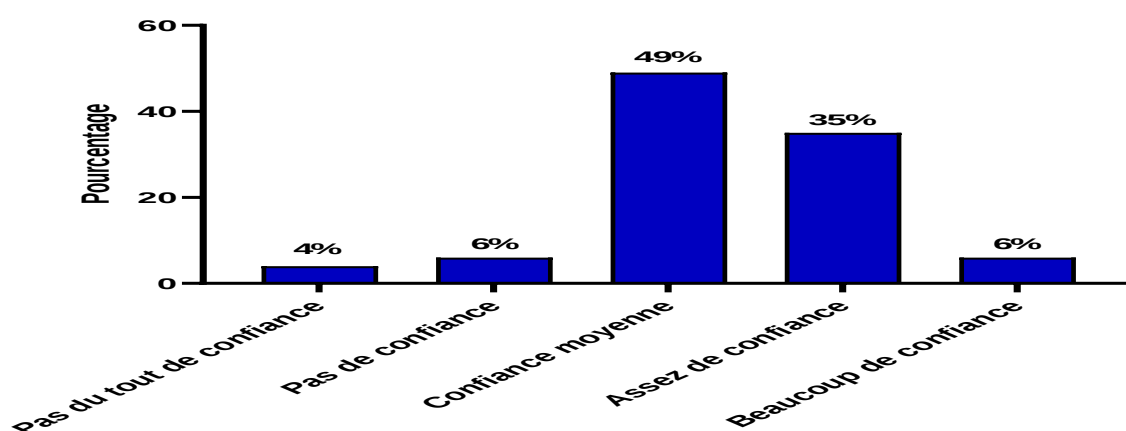


Figure 6 : Pourcentage de niveau de confiance de la population des zones cibles aux autres communautés

Figure 7 : Pourcentage de niveau de confiance accordé au processus de rétablissement du tissu économique (Confiance en des opportunités économiques)

Ces perceptions tendant à se manifester pour l'avenir n'ont pas empêché l'analyse de s'intéresser aux perceptions actuelles sur l'évolution de la situation de la cohésion au sein des localités cibles. Ainsi, comme le dit l'adage *pour ne pas insulter l'avenir*, les perceptions actuelles penchent toutes vers une nette amélioration de la cohésion sociale. Ces perceptions sont partagées par toutes les catégories d'âge (89% chez les 18-35 ans, 88 et 82% respectivement chez les 36-55ans et les plus de 55 ans) et dans toutes les localités, notamment à Dandoli et Doucombo où les réponses positives atteignent 97%.

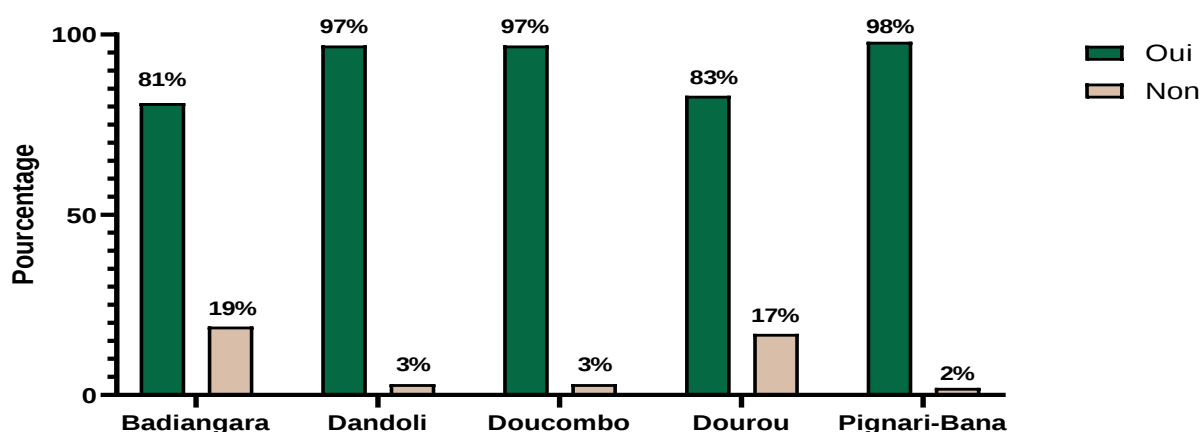


Figure 08 : Pourcentage de la population de la zone cible estimant qu'il y a une amélioration en matière de cohésion sociale en fonction du lieu (commune)

Mais il demeure important de garder à l'esprit que ces perceptions ne sont que celles du moment précis et ne reflètent pas nécessairement la réalité objective des dynamiques locales. Au regard des bulletins d'alerte et d'information régulièrement publiés par des structures travaillant dans les zones (MINUSMA, WANEP-Mali, etc.), l'observateur comprendra toute l'attention qu'il faudra apporter à ces perceptions qui restent très subjectives et contextuelles. D'ailleurs, une des conséquences de la crise multidimensionnelle qui sévit la région est la dégradation du tissu social au travers de l'entretien des clichés et des préjugés entre les communautés. Ainsi, certaines communautés se sont vues ralliées aux groupes armés sur fond des tensions communautaires et d'autres mises de côté par des soupçons qui ont pesé ou qui pèsent sur elles quant à la réelle ou supposée alliance avec les groupes armés terroristes. Les entretiens font état d'une amélioration du vivre ensemble entre les communautés mais ils ne minorent pas les tensions parfois latentes entre les communautés qui jadis avaient connu un moment de quiétude et de sérénité en matière de vivre ensemble.

Ensuite, c'est la satisfaction des enquêtés par rapport aux services sociaux de base fournis qui intéresse l'étude. Ces services sociaux concernent tous ceux que l'État a délégué aux collectivités notamment la distribution de l'eau, de l'électricité, de la santé communautaire, de l'assainissement, de l'environnement, etc. Mais pour des besoins de rationalisation et de compréhension des enquêtés eux-mêmes, cette rubrique a été élargie aux relations entre les populations et le pouvoir public. De ce fait l'accès à l'administration et même aux forces de défense et de sécurité en fait partie. Subséquemment, les perceptions varient d'une localité à une autre mais également d'un domaine spécifique à un autre.

« Notre village n'a de centre de santé. On avait commencé à construire un centre de santé mais nous n'avons pas pu finir de construire par faute de moyen financier. Nos femmes enceintes sont obligées de se rendre à Bandiagara pour accoucher dans un centre de santé. Certaines femmes se déplacent à charrette et d'autres à moto malgré toutes les secousses dues au mauvais état de la route. Il arrive quelquefois où la femme en travail accouche en cours de route » (Focus group de Doucombo).

« Mon intervention porte sur l'éducation ; avec les conflits les effectifs sont pléthoriques, surtout en période de chaleur, ça ne va pas. Au niveau de nos services de santé, il faut avoir de l'argent pour être vite pris en compte, car il faut soudoyer les agents » (Focus group de Bandiagara).

De pareils témoignages concernent la desserte de l'eau et les autres services de fourniture dont mention a été faite et dans les localités de Dandoli et Pignari-Bana. Ce qui contraste avec les perceptions recueillies par les entretiens individuels qui estiment satisfaisants les services à l'exception de Doucombo. Cette remarque confirme que toutes les perceptions rendues ici sont corolaires au contexte géographique et tributaires du moment.

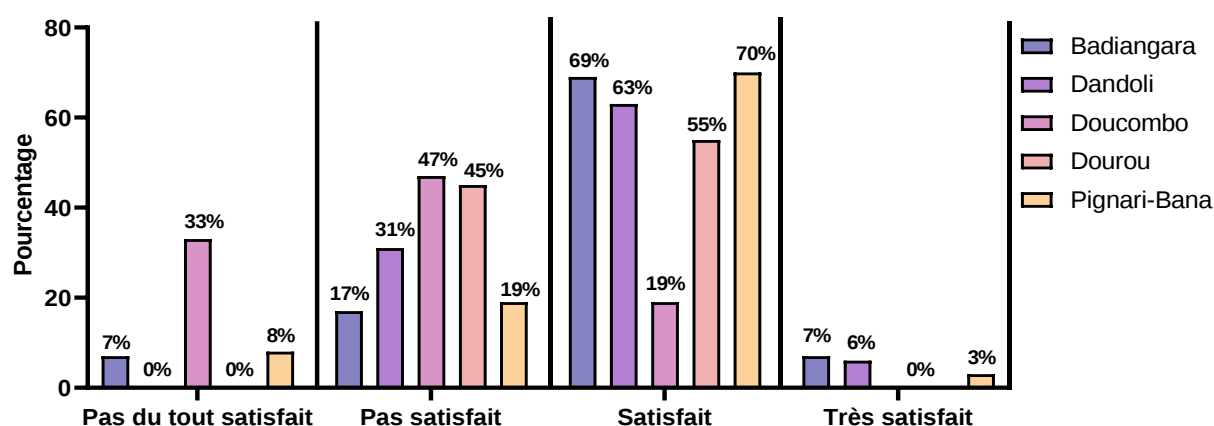


Figure 09 : Pourcentage de niveau de satisfaction vis-à-vis de la fourniture et de l'accès aux services sociaux essentiels en fonction du lieu (commune)

5.6.1. La particularité des bénéficiaires d'appui du PNUD

Ensuite, l'analyse de la perception se penche sur l'effet du projet sur les communautés. Par-là, il ressort que 82% des chefs de ménage interrogés dans la commune de Dandoli avaient au moins un membre qui avait bénéficié de moyens du projet. Seulement, 21% de ceux de Bandiagara, 11% de celles de Pignari-Bana, 6% de celles de Doucombo et 1% de celles de Dourou.

Les faibles taux remarqués ne permettent pas de mesurer l'effectivité d'un effet du projet sur les communautés, mais les verbatims recueillis lors des focus group démontrent que dans une certaine mesure, les moyens du projet servent de base de survie à certaines communautés ce qui n'est pas du tout négligeable.

« Nous avons bénéficié des appuis alimentaires du projet PNUD. Ce projet nous a offert du mil et du riz car nous sommes dans une zone d'insécurité. Nous souhaiterons que cette aide alimentaire puisse continuer à présent » (Focus group de Dourou).

« Mon cher ami, j'ai accepté votre interview parce que vous avez parlé du PNUD. Ce projet PNUD a été un grand apport pour nous. Pour preuve, il a employé et financé deux jeunes garçons de mon beau-frère. Grâce à cet emploi et ce financement offerts par le projet à ces deux garçons de mon beau-frère, mon mari et moi ont pu en profiter pour obtenir des matériels agricoles. Aussi faut-il dire qu'on a pu avoir des semences grâce au projet PNUD. J'en connais d'autres habitants du village qui ont bénéficié de la formation du programme du PNUD. La venue du projet avait donné de l'espoir en soulageant nos souffrances » (Focus group de Pignari-Bana).

De l'ensemble des répondants, ce sont 224 personnes qui ont au moins un membre de leur ménage ayant bénéficié d'un appui du PNUD, ce chiffre global (dont les détails en pourcentage et selon les localités a été donné supra) combiné avec celui de chef de ménage travaillant à son propre compte, le lien entre l'appui du projet et l'effet positif qu'il exerce sur les populations peut être valablement tissé. Etant donné que les verbatims soulignés ci-dessus reconnaissent que sans l'aide du PNUD certains ménages ne pouvaient même pas manger à leur faim. Cependant, ces activités génératrices de revenus ont toujours besoin d'avoir accès à des débouchés pour accroître le gain des communautés.

La précarité des populations dans les zones cibles de l'étude paraît plus plausible et confirmatrice des besoins en appui du projet. Ce besoin est d'autant plus pressant que les ménages concernés sur les sites JAP ne sont constitués qu'à 39% de jeunes (18 à 35 ans) exerçant une activité génératrice de revenus.

En définitive, les bénéficiaires du projet estiment à 95% des hommes que le projet a considérablement amélioré leur condition de vie. Ce chiffre est absolu et constitue 100% des femmes bénéficiaires. Toute chose ayant poussé l'ensemble de participants à faire des suggestions et recommandations dans l'optique de l'élargissement des cibles dudit projet.

5.6.2. Les mécanismes de gestion des conflits

Il faut noter que les localités investies par l'étude affichent une certaine homogénéité territoriale en matière de gestion de conflits. Ce fait s'explique par le fait qu'il s'agit du même territoire traditionnel et la nouvelle grille de gestion administrative du pays est restée dans la même dynamique. Ainsi, il existe dans les localités (avec Bandiagara comme *chef d'orchestre*) les mécanismes traditionnels, religieux et institutionnels sur lesquels les ONG et les partenaires locaux surfent pour asseoir la cohésion dans la région.

« Bon y'a les religieux aussi, bon dans le comité y'a des religieux qui sont là, y'a les leaders villageois, y'a comment y'a le RECOTRAD qui sont dans le comité donc maintenant chaque fois qu'il y'a problème, le dialogue est demandé entre soit les différentes couches souvent même jusqu'à présent chez nous nous on a quand-même avec les ONG et les comités de gestion des conflits qui sont là au niveau village et au niveau commune » (entretien à Dandoli).

A l'analyse, il s'avère que ces mécanismes sont :

- le Conseil des chefs traditionnels et/ou de villages : ils sont dépositaires de la légitimité traditionnelle et du pouvoir. Leur accession à ce statut est héréditaire et ils s'y maintiennent à vie. Généralement les membres du conseil s'autosaisissent lorsqu'ils estiment qu'il y a des situations conflictuelles qui risquent de remettre en cause la cohésion sociale. Ce faisant ils débattent du problème en assemblée et confrontent les protagonistes pour une tentative de médiation (qui marche généralement sinon le protagoniste réfractaire est mis au banc de la société par tous les autres qui se plient aux décisions du conseil). En dogon ils sont dénommés « Daidon odé édembé ».

- Le Hogon : en dehors d'être connu pour son rôle éminent dans le culte du lèbé (culte animiste lié à un serpent) dans la région de Bandiagara le Hogon existe à Bandiagara ville, Sangha sur colline, Sangha du bas de la colline, Ningary, Ouadouba et Mori. Il y en a aussi un (1) à Douentza bien que cette localité ne fasse pas partie de Bandiagara, mais des dogons s'y trouvant, culturellement et d'un point de vue du terroir, c'est le même continuum. Une autre particularité est que celui de Sangha du bas s'appelle Yendouma, les autres grandes localités de la région de Bandiagara ont toutes de patriarches, eux aussi chefs mais pas aussi puissants et influents que les Hogons. Leurs modes d'action sont pareils à ceux des chefs traditionnels à la différence qu'ils se saisissent rarement des affaires avant qu'elles ne leur soient soumises. L'unanimité dont jouissent les hogons est le gage de la réussite de leur office.

- Les Equipes Régionales d'Appui à la Réconciliation (ERAR) : cette équipe initiée par le Ministère de la Réconciliation n'est pas pour le moment fonctionnelle dans la région parce qu'il y avait une incompréhension avec Toloba (le chef de Dana Ambassagou), il n'avait pas compris l'esprit de la mission, pour lui elle voulait initier des accords locaux avec les groupes terroristes comme cela est le cas dans d'autres localités. Ce n'est que le 07 septembre courant que la maison de la paix construite par le PNUD a reçu les équipements nécessaires à sa fonctionnalité et être occupée par l'équipe qui sera mise en place.

Un accent particulier doit être mis sur les médiateurs sociaux rassemblés dans le Réseau de Communicateurs Traditionnels RECOTRAD, et aussi sur les associations locales notamment les associations de femmes (l'exemple de Monebémo à Bandiagara a été donné), ils agissent avec tous les mécanismes de paix mis en place.

Il est important de noter que l'insécurité qui sévit dans la région a tendance à affaiblir le pouvoir dissuasif ou contraignant de ces différents mécanismes usités par les communautés en matière de prévention et de gestion des conflits.

VI. RECOMMANDATIONS

Au regard des développements qui précèdent et sur la base des propositions formulées par les enquêtés, il serait pertinent de recommander une série d'actions programmatiques à l'endroit du PNUD. Ces recommandations sont classifiées comme suit :

- **Élargir le processus de sélection de bénéficiaires à d'autres acteurs de la société civile**

Les bénéficiaires du projet ont certes bien apprécié le bien-fondé de l'initiative. Cependant, les différents entretiens ont mis en exergue un certain dysfonctionnement du processus de sélection des bénéficiaires en matière de transparence et de lisibilité. Ainsi, il convient de communiquer suffisamment sur les critères de sélection et d'impliquer davantage les acteurs locaux pour se prémunir des possibles critiques des communautés qui pourraient saper l'atteinte des objectifs fixés par le projet.

- **Renforcer les capacités des jeunes et des femmes dans des programmes des filets sociaux structurants**

Il convient de mettre l'accent sur les potentiels que regorgent la région de Bandiagara et les populations en matière de résilience communautaire face aux impacts négatifs des conflits et les difficultés d'accès aux ressources naturelles à travers un appui aux activités qui pourraient permettre de réduire la pression sur l'agriculture et l'élevage. Pour ce faire, des activités telles que le maraichage (pour les femmes), la pisciculture et l'embouche bovine (pour les jeunes) sont à soutenir ou à mettre en place selon les communes investies.

En effet, la prise en compte des besoins des femmes et des jeunes dans des métiers générateurs des plus-values susceptibles de sortir un certain nombre eux (femmes et jeunes) de la pauvreté. En outre, ces soutiens doivent aussi tenir compte des questions liées à l'égalité de genre et aux aspects sexo-spécifiques. Les populations enquêtées ont salué les efforts du PNUD, mais expriment le souhait pour une éventuelle continuation du soutien et son élargissement à d'autres bénéficiaires du monde rural.

- **Mettre en place un dispositif d'apprentissage et de formation à l'endroit des populations en vue d'une pérennisation des actions du développement**

Ce dispositif aurait l'avantage de dispenser des modules de formation sur l'alphabétisation, la tenue de la comptabilité, la gestion associative et le compte d'exploitation. Il a été constaté que les acteurs rencontrés éprouvent des difficultés à certains égards à exprimer explicitement les besoins en termes d'actions concrètes à mener par les acteurs du développement pour un vivre ensemble moins conflictuel et plus inclusif.

Cette offre de formation et d'apprentissage contribuerait à renforcer les actions d'information et de sensibilisation contre les risques, les menaces et les dangers liés aux conflits notamment locaux et l'importance de la prise en compte de la diversité et de la pluralité des communautés en matière de vivre ensemble.

- **Soutenir davantage le retour de l'administration publique dans les localités de la région**

L'Etat est présent certes dans le chef-lieu de la région, mais les responsables au niveau communal font des allers et retours dans leurs communes pour délivrer un certain nombre de services attendus par les populations. Il est ressorti des entretiens que l'amélioration de la sécurité va de facto avec la présence pérenne de l'administration et des collectivités territoriale. Le programme du PNUD comme l'ensemble des intervenants à l'instar de la MINUSMA, pourraient davantage exploiter et soutenir les quelques efforts d'amélioration en cours en termes de retour effectif de l'Etat afin d'éviter d'être perçus comme des alarmistes en dépit des efforts louables qu'ils consentent déjà dans le processus de retour à une paix durable.

- **Soutenir la création d'un baromètre permettant une veille soutenue et continue sur l'état de la justice et de la cohésion sociale dans la région**

Ce baromètre permettrait de poursuivre la présente évaluation et de pérenniser un système d'information pouvant accompagner aussi bien l'élaboration des politiques publiques que les efforts des partenaires au développement, en occurrence le Programme de Nations Unies pour le Développement-PNUD pour un vivre ensemble plus apaisé et tolérant. Les entretiens ont révélé que le système judiciaire est certes positivement apprécié mais reste à certains égards incompris, décrié, voire rejeté très souvent par les populations.

BIBLIOGRAPHIE

1. Plan de Sécurisation Intégré des Régions du Centre (PSIRC-Mopti et Ségou) élaboré par le MSPC (2017) ;
2. MALI - Cercle de Bandiagara - Région de Mopti : Carte de référence (Novembre 2013) https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/OCHA_MOPTI_BANDIAGARA_A3_20131121.pdf
3. Morvannou, A., Dufour, M., Tremblay, D., Brunelle, N. & Roy, É. (2019). Quand l'utilisation d'une méthode mixte séquentielle amène à la compréhension de la passion du poker. *Psychotropes*, 25, 77-95. <https://doi.org/10.3917/psyt.254.0077>
4. OIM, Matrice de suivi des déplacements, Sahel Central & Liptako-Gourma, Tableau de Bord N° 27, Mars 2022
https://displacement.iom.int/sites/g/files/tmzbd11461/files/reports/LGC_Monthly_Dashboard_FR_Avr_2022_v6.pdf
5. Beaudonnet, L., Belot, C., Caune, H., Dupuy, C., Houde, A., Le Corre Juratic, M. & Van Ingelgom, V. (2022). Studying (De-)Politicization of the EU from a Citizens Point of View: A New Comparative Focus Group Study. *Politique européenne*, 75, 100-122. <https://doi.org/10.3917/poeu.pr1.0004>
6. Apostolidis, T. (2005). Représentations sociales et triangulation : enjeux théorico-méthodologiques. Dans : Jean-Claude Abric éd., *Méthodes d'étude des représentations sociales* (pp. 13-35). Toulouse: Érès. <https://doi.org/10.3917/eres.abric.2003.01.0013>

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

ANNEXE 1: LISTE DES INDICATEURS DU PROJET

Annexe 1. A. : Liste des indicateurs des produits

OUTPUTS	INDICATEURS	TYPE D'INDICATEURS	COMMENTAIRES
Output 1: La coopération régionale/transfrontalière dans les domaines liés à la stabilisation est renforcée	Ind 1.1 : Existence d'une stratégie régionale de stabilisation validée	Binary variable (Yes/No) Yes	Plan de securisation integre des regions du centre : <i>Mopti et Segou</i> (PSIRC) La stratégie de stabilisation du centre du Mali La stratégie nationale de stabilisation des régions du Centre du Mali et son plan d'actions 2022-2024
	Ind 1.2 : Taux de mise en œuvre physique de la stratégie	percent	A renseigner par équipe M&E du projet
	Ind 1.3 : Mesure dans laquelle il y a des échanges techniques transfrontaliers entre les trois pays (échelle de mesure de likert de 1 à 5)	Numeric	Voir ALG
Output 2: Les bases d'une présence durable des autorités de l'État sont établies (justice et sécurité)	Ind 2.1 : Nombre des infrastructures publiques (Justice, Commissariats, Gendarmerie etc.) construits, réhabilités ou ayant fait objet d'extension et équipées dans la zone d'intervention	Numeric 0	La construction des infrastructures est en standby. Le projet donne priorité pour l'instant aux appuis en faveur des populations bénéficiaires.

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

	Ind 2.2 : Pourcentage des sites Jap disposant de plan de sécurité aligné sur la stratégie nationale de sécurité	Percent 100%	Des plans existeraient mais ils ne seraient pas partagés.
	Ind 2.3: Pourcentage des agents de sécurité connaissant les droits de l'homme et la prévention de la violence basée sur le genre (désagréé par âge, sexe et lieu)	Percent	L'étude n'a pas pu couvrir les forces de sécurité comme initialement prévu en raison de la réticence d'une certaine hiérarchie du commandement à se prêter à l'exercice malgré les autorisations administratives obtenues à cet effet. Les motifs d'insécurité entraînant la non-disponibilité des forces de sécurité pendant la phase de collecte des données ont été évoqués pour justifier cet état de fait. Néanmoins, cette absence des forces de sécurité dans l'échantillon n'entache en rien la validité et la pertinence des résultats obtenus. En dépit de ce qui précède, il est ressorti des interactions avec la hiérarchie militaire et sécuritaire que les questions de droit de l'homme et la protection des populations civiles sont une préoccupation majeure pour les autorités de la région.

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

Output 3 : les communautés cibles disposent d'Infrastructures de services sociaux essentielles construites et/ou réhabilitées, fonctionnelles et accessibles	Ind 3.1 : Nombre des infrastructures publiques (centre de santé, écoles, Eau potable, , km de routes, ponts, etc.) construites, réhabilitées ou ayant fait objet d'extension dans la zone d'intervention	Numeric 04	○ Construction d'un pont à Bandiagara ○ Réhabilitation d'une piste en latérite entre Bandiagara et Pignari-Bana ○ Construction d'un Dallot et d'un radier entre Pignari-Bana et Bandiagara. ○ Construction d'un pont-barrage sur la route Bandiagara – Dourou Construction de 60 abris semi durs améliorés pour les PDI
	Ind 3.2 Nombre d'infrastructures publics équipées de technologies renouvelables	Numeric 02	Réhabilitation de forages à énergie solaire à Goundaka et Kaligombo.
	Ind 3.3. Pourcentage des sites JAPs disposant d'infrastructures publiques (santé, école) aux normes	Percent 40%	Seules les communes de Bandiagara et Dandoli disposent d'infrastructures publiques (santé et écoles) aux normes.

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

Output 4: Les communautés cibles bénéficient de moyens de subsistance pour relancer l'économie locale	Ind 4.1 : Pourcentage de ménages des zones cibles dont au moins un membre bénéficie de moyens (technique, matériel, financiers) du projet (désagréé par âge, sexe du chef et lieu)	Percent 20,49% Bandiagara – 12,16%, Homme 81%, Femmes 18,93 Dandoli – 5,8% Hommes 48,4%, Femmes 51,6% Doucombo – 0,1% Dourou – 0,09% Pignari-Bana 2,30%	
	Ind 4.2 : Nombre de projets d'infrastructures productives réhabilités ou construits (tels que des magasins de petites entreprises et des structures de marché)	Numeric 2	Réhabilitation de périmètre maraicher à Doucombo Construction d'un marché hebdomadaire à Goundaka

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

Output 5: Les communautés cibles disposent d'un environnement favorable à la co-construction de la paix	Ind 5.1 : Pourcentage des sites JAPs disposant d'un mécanisme de médiation inclusive	Percent 100%	Il existe peu de mécanismes formels de médiation inclusive. L'ERAR n'est pas encore mise en place dans la région de Bandiagara. Les Commissions foncières existent dans 4 communes excepté Bandiagara. Là où elles existent, elles ne sont pas fonctionnelles. Face aux besoins, diverses initiatives locales ont été enregistrées dans les différentes communes d'intervention du projet. Ce sont par exemple des cadres concertation institués par des ONG ou par les communautés elles-mêmes. Les ONG telles que HD, Alerte, GASS – Mali ont ainsi mené des activités dans le sens de réconcilier les parties à certains conflits. Au niveau des communautés, les mécanismes traditionnels sont également mobilisés. Par exemple il est parfois fait appel aux griots, aux bozos, aux chefs de village ou à leurs conseillers, aux forgerons et aux Hommes de caste, aux leaders religieux et même aux jeunes leaders pour régler les litiges. Entre les femmes, certaines sont chargées de réconcilier en cas de litiges. A Pignari-Bana, 10 personnes sont chargées par le maire de faire la médiation en cas de conflit. A Dandoli, ce sont les leaders traditionnels (les femmes et les hommes) du village qui font la médiation. Un comité de prévention et de gestion des conflits est mis en place au niveau du village. Il est géré par le chef de village. Le comité est soutenu par le RECOTRADE. A Bandiagara, plusieurs mécanismes existent, tels que le Conseil du village, le Comité communal de réconciliation, le
---	--	-------------------------	---

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

			comité consultatif de réconciliation, les ambassadeurs de paix, etc.
	Ind 5.2 : Pourcentage des communes cibles disposant des mécanismes de suivi continu des conflits ou les systèmes d'alerte précoce	Percent 100%	Voir indicateur 5.1 Chaque commune est dotée d'un comité de stabilisation qui tient des réunions mensuelles et qui est présidé par le Représentant du Gouverneur. Ce comité est également chargé du suivi des activités du projet.
Output 6: Le Mécanisme de Stabilisation est mis en place pour une gestion efficace de la facilité	Ind 6.1 : Taux de réalisation financière (delivery) du plan de travail annuel régional	percent	A renseigner par équipe M&E du projet
	Ind 6.2 : Taux de réalisation physique du plan de travail annuel régional	percent	A renseigner par équipe M&E du projet
	Ind 6.3 : Taux de réalisation des cibles annuelles des indicateurs de résultats	percent	A renseigner par équipe M&E du projet
	Ind 6.4 : Pourcentage de représentation féminine dans les Plateformes de Partenariat Local	Percent 4,3%	La structure existe au niveau de la région de Bandiagara, chef-lieu de la région. Elle regroupe 23 organisations dont une organisation féminine.

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

Annexe 1. B : Tableau 6: Liste des indicateurs d'effets

Effets	Indicateurs	Sources d'informations	
Les risques de violence nuisibles à la mise en œuvre des programmes de consolidation de la paix et de développement à long terme sont réduits	1. Nombre de conflits dans les sites d'intervention enregistrés par trimestre : 05	Rapport des plateformes de médiation inclusive ou Rapport des Plateformes de Partenariat Local	Un certain nombre de conflits ont été enregistrés au cours de l'évaluation : - L'évaluation a permis de mettre en exègue la méfiance qui existe en général dans la région de Bandiagara entre Peulh et Dogon. Par exemple dans toutes les communes, les Peulhs ont eu peur des exactions au point de quitter les villages. Néanmoins, la multiplication des patrouilles par les FDS et les activités de dialogue et de cohésion communautaires ont permis un retour timide de certaines populations d'apparence peulh. Les populations seraient prêtes à recommencer à vivre ensemble « comme les fils de même père et de même mère » si le conflit prend fin ; - Conflit entre les villages Dogon au sujet du meurtre du chef de village de Diombolo : les populations soupçonnent que le meurtre du chef de village aurait été commis par le groupe d'autodéfense Dana Amassagou. Par conséquent, les chefs de quartier de Bandiagara venus pour la présentation des condoléances ont été refoulés sous prétexte qu'ils sont de mèche avec les auteurs du crime. - Conflit qui oppose les Tall (Toucouleurs, un sous-groupe peulh) aux autochtones de la ville de Bandiagara (Dogon) : Il s'agit d'une dispute du leadership traditionnel à Bandiagara. En effet en 2022, le groupe d'autodéfense Dogon s'en est pris au chef Toucouleur nouvellement intronisé qui est décédé 3 mois plus tard. Le groupe d'autodéfense s'est opposé à son inhumation au palais Royal à Bandiagara et a procédé à la désignation d'un nouveau chef de village issu de la communauté Dogon. - Conflit qui oppose depuis 2019 le village de Sokolo à celui de Sibi-Sibi autour d'une petite parcelle abritant une maison d'habitation ; - Conflits conjugaux : de nombreux conflits conjugaux ont été rapportés. La cause principale serait l'inactivité des hommes et leur incapacité à produire en raison de l'insécurité.

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

2. Proportion de la population des sites JAP satisfaits quant à la fourniture et à l'accès aux services sociaux essentiels (santé, éducation et WASH) (ventilé par âge, sexe et lieu)	Rapport d'Enquête de perception	Globalement, 70,4% des personnes interrogées déclarent être au moins satisfaites de la fourniture et de l'accès aux services sociaux essentiels. En stratifiant par sexe 71% parmi les personnes interrogées de sexe masculin et également 71% de celles de sexe féminin déclaraient être au moins satisfaites de la fourniture et de l'accès aux services sociaux essentiels. L'on note également 71% des jeunes déclarant être satisfait En présentant par communes de résidence 76% parmi les personnes interrogées de Bandiagara, 69% de celles de Dandoli, 19% de celles de Doucombo, 55% de celles de Dourou et 73% de celles de Pignari-Bana déclaraient être au moins satisfaites de la fourniture et de l'accès aux services sociaux essentiels. Certaines populations ont souligné le besoin d'eau pour la production maraîchère.
3. % de la population de la zone cible estimant qu'il y a une amélioration en matière de cohésion sociale	Rapport d'Enquête de perception	Globalement, 86% des personnes interrogées estiment qu'il y a une amélioration en matière de cohésion sociale. Nous avons observé que 81% des personnes interrogées dans la commune de Bandiagara, 97% de celles de Dandoli et de Doucombo, 83% de celles de Dourou et 98% de celles de Pignari-Bana estiment qu'il y avait une amélioration en matière de cohésion sociale.

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

4. Pourcentage de la population des sites JAP qui déclarent qu'il y a de la sécurité (ventilé par âge, sexe et lieu)	Rapport d'Enquête de perception	Globalement 30,5% des personnes interrogées déclarent au moins être en sécurité. En stratifiant par catégorie d'âge, 35% des 18 à 35 ans, 30% des 36 à 55 ans et 29% des plus de 55 ans déclaraient au moins être en sécurité. En stratifiant par sexe, 31% parmi les personnes interrogées de sexe masculin et 29% de celles de sexe féminin déclarent au moins être en sécurité. En présentant par commune de résidence, 34% parmi les personnes interrogées de Bandiagara, 30% de celles de Dandoli, 34% de celles de Dourou et 24% de celles de Pignari-Bana déclarent au moins être en sécurité. En revanche, aucune des personnes interrogées de Doucombo n'a déclaré être en sécurité. En somme, nous avons observés que 30,4% (En sécurité : 29,8% et Très en sécurité : 0,6%) des femmes interrogées à Badiangara, 25% des femmes à Dandoli, 25% des femmes à Dourou et 27,6% de celles interrogées à Pignari-Bana ont déclaré qu'elles sont en sécurité. A noter qu'il n'y avait aucune femme parmi les 36 personnes interrogées à Doucombo. Cependant, il ressort aussi que 45,5% (En sécurité : 43,8% et Très en sécurité : 1,7%) des jeunes de 18-35 ans interrogés à Badiangara, 27,3% parmi ceux interrogés à Dandoli et 21,1% des jeunes de 18-35 ans interrogés à Pignari-Bana ont déclaré qu'ils sont en sécurité. Seulement 3 jeunes de 18-35 ans ont été interrogés à Doucombo et 3 à Dourou et ils ont tous déclarés qu'ils sont moyennement en sécurité.
5. Pourcentage de la population des sites JAP qui déclarent être satisfait des services de sécurité fournis par l'Etat	Rapport d'Enquête de perception	Dans l'ensemble, 57% des personnes interrogées déclarent qu'elles sont au moins satisfaites des services de sécurité fournis par l'Etat ; ce qui représente 55% pour « satisfait » et 2% de « très satisfait ». Il ressort que 57,6% (Satisfait : 56% et Très satisfait : 1,6%) des hommes et 55,1% (Satisfait : 56% et Très satisfait : 1,6%) des femmes ont déclaré qu'ils sont satisfaits des services de sécurité fournis par l'Etat. Il a été observé que 61,8% (Satisfait : 60,8% et Très satisfait : 1%) des jeunes de 18-35 ans, Également, il ressort que 57,5% (Satisfait : 55,7% et Très satisfait : 1,8%) des personnes enquêtées de Badiangara, 61,6% (Satisfait : 60,3% et Très satisfait : 1,3%) de Dandoli, 2,8% de Doucombo, 62,9% (Satisfait : 62,1% et Très satisfait : 0,8%) de Dourou et 59,8% (Satisfait : 58,0% et Très satisfait : 1,8%) de Pignari-Bana ont déclaré qu'ils sont satisfaits des services de sécurité fournis par l'Etat.

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

6. Pourcent age d'individus participant aux interventions de renforcement des moyens de subsistance dans les sites JAP estimant qu'il y a eu une amélioration de leurs moyens d'existence (ventilés par âge, sexe et lieu)	Rapport d'Enquête	Nous avons observé que 95% des personnes bénéficiaires de l'appui du projet de sexe masculin et 100% de celles de sexe féminin estiment qu'il y a une amélioration de leurs moyens de subsistance. Tous les bénéficiaires interrogés résident dans la commune urbaine de Bandiagara.
7. % des conflits résolus pacifiquement	Rapport des plateformes de médiation inclusive ou Rapport des Plateformes de Partenariat Local	0% L'étude n'a enregistré aucun conflit résolu pacifiquement.
8. Pourcent age de la population dans les sites JAP qui déclare avoir accès à la justice (désagréé par âge, sexe et lieu)	Rapport d'Enquête	Globalement, 58,7% des personnes interrogées déclarent au moins avoir accès à la justice. En stratifiant par catégorie d'âge, 71% des 18 à 35 ans, 59% des 36 à 55 ans et 53% des plus de 55 ans déclarent au moins avoir accès à la justice. En stratifiant par sexe, 60% parmi les personnes interrogées de sexe masculin et 53% de celles de sexe féminin déclarent au moins avoir accès à la justice. En présentant par commune de résidence 68% parmi les personnes interrogées de Bandiagara, 45% de celles de Dandoli, 22% de celles de Doucombo, 45% de celles de Dourou et 52% de celles de Pignari-Bana déclaraient au moins avoir accès à la justice.

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

9. Niveau de confiance accordé par la population au processus de rétablissement du tissu économique dans les zones cibles (UE)	Rapport d'Enquête	Dans l'ensemble, 28% des personnes interrogées déclarent qu'elles font confiance au processus de rétablissement du tissu économique ; ce qui représente 27% pour « assez de confiance » et 1% de « beaucoup de confiance ».
10. Niveau de confiance accordé par les communautés au processus de rétablissement du contrat social dans les zones cibles	Rapport d'Enquête	Dans l'ensemble, 47% des personnes interrogées déclarent qu'elles font confiance au processus de rétablissement du contrat social ; ce qui représente 43% pour « assez de confiance » et 4% de « beaucoup de confiance ». En présentant par commune, 60% des personnes interrogées à Bandiagara, 11% de celles de Dandoli, 13% de celles de Dourou, 14% de celles de Pignari-Bana et 2% de celles de Doucombo déclarent avoir confiance au processus de rétablissement du contrat social.

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

11. Nombre des autorités publiques (administrateurs, juges, police) présentes en permanence dans les zones cibles (PSP III : Danemark)	Rapport d'interview des autorités locales	Communes	Education	Santé	Eau et forêt	Agriculture	Maire	Juge	Préfet	Sous-Préfet	Total
		Doucombo	37 Volontaires	1	0	0	1	0	0	0	39
		Pignari-Bana	9	1	0	0	0	0	0	1	11
		Dandoli	9	5	0	0	1	0	0	0	15
		Dourou	9	6	0	0	0	0	0	0	15
		Bandiagara	50	3	20	10	1	1	1	1	87
		Total	114	16	20	10	3	1	1	2	167
Les autorités publiques sont à majorités présentes à Bandiagara.											
Celles des autres communes résident également à Bandiagara et font le déplacement dans leur commune pour mener les activités, mais n’y passent pas la nuit. Il ressort des enquêtes que 5 zones sont mises en défens dans la commune de Doucombo dans le secteur Eau et forêt.											
12. % des jeunes des sites JAPs exerçant une activité économique (employeur ou employé)	Rapport d'Enquête	Nous avons observé que 61% des jeunes dans les sites JAP exercent une activité économique.									

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

	13. Pourcentage de la population de la zone cible estimant avoir confiance aux autres communautés	Rapport d'Enquête	Dans l'ensemble, 41% des personnes interrogées déclarent qu'elles font confiance aux autres communautés ; ce qui représente 35% pour « assez de confiance » et 6% de « beaucoup de confiance ». Il ressort que 42,5% (Assez de confiance : 36,5% et Beaucoup de confiance : 6%) des hommes et 37% (Assez de confiance : 31,3% et Beaucoup de confiance : 5,7%) des femmes ont déclaré avoir confiance aux autres communautés. Il a été observé que 40,7% (Assez de confiance : 36,7% et Beaucoup de confiance : 4%) des jeunes de 18-35 ans, 43,4% (Assez de confiance : 38,2% et Beaucoup de confiance : 5,2%) Également, il ressort que 38% (Assez de confiance : 31,3% et Beaucoup de confiance : 6,7%) des personnes enquêtées de Badiangara, 74,3% (Assez de confiance : 55,1% et Beaucoup de confiance : 19,2%) de Dandoli, 58,3% (Assez de confiance : 41,7% et Beaucoup de confiance : 16,6%) de Doucombo, 31,8% (Assez de confiance : 31% et Beaucoup de confiance : 0,8%) de Dourou et 41,5% (Assez de confiance : 41,1% et Beaucoup de confiance : 0,4%) de Pignari-Bana ont déclaré avoir confiance aux autres communautés.
--	--	--------------------------	---

ANNEXE 2 : Tableau d'analyse des conflits

Facteur d'instabilité /conflit/résilience	Explication (pourquoi c'est un facteur)	Relation de RSF avec ce facteur (ciblé par RSF, par exemple dans JAP/TAP ? préoccupations de sensibilité aux conflits ?)	Tendance de 6 mth	Explication de la notation de tendance
Économie et moyens de subsistance				
Accès à la terre	La compétition autour des ressources agro-sylvo-pastorales s'accroît avec la croissance démographique dans la région de Bandiagara. A Dourou par exemple, le conflit entre Sagara et Togo a fait près d'une centaine de morts en 2016. Il s'agissait d'une dispute autour d'une parcelle de terre cultivable de moins d'un hectare. Une autre illustration à Dandoli cette fois, est fournie par le conflit qui oppose depuis 2019 le village de Sokolo à celui de Sibi-Sibi autour d'une petite parcelle abritant une maison d'habitation.	Les appuis du projet consistant à aménager les espaces de production, la dotation en matériels de production, la remise des petits ruminants auront accru la demande en espace (terre) pour des activités de production avec un risque de conflits	➔	La situation va demeurer constante dans les 6 prochains mois. C'est en phase de démarrage des travaux agricoles que le risque de résurgence sera accru.

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

Insuffisance de la pluviométrie	La faible pluviométrie affecte négativement la production agricole et expose à l'insécurité alimentaire. Ceci explique des dynamiques illicites de résilience telles que le banditisme, le vol de bétail (activité des <i>térérés</i>), les revendications foncières, les conflits agriculteurs-éleveurs, etc.	Le lien réside dans la planification d'activité de remise de petits ruminants aux populations de la zone du projet. L'insécurité alimentaire contribuerait à exposer les bénéficiaires au vol de bétail.	→	Dans les 6 mois à venir, la situation sera constante. Car les populations disposent d'une petite réserve pour faire face à l'alimentation. C'est à la période juillet-août que le stock céréalier sera considérablement faible et le besoin de disposer des semences va contraindre certaines personnes à se livrer aux pratiques de vol etc.
---------------------------------	---	--	---	---

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

Vol de bétail par les groupes armés	Le vol de bétail principalement des cheptels appartenant aux populations peulh entraîne un engrange de vengeance.	La dotation des membres des groupements en matériels devant booster l'économie locale peut faire l'objet d'attaques de ces peuls victimes de vol qui pourront en représailles cibler les biens octroyés par le projet entraînant de conflits.	↑	C'est en période de décrues que les activités de maraichage par exemples sont plus pratiquées avec un risque d'exposer les matériels au vol entraînant de conflits.
Changement des rapports de production	En plus de leurs activités agricoles, certains producteurs se sont engagés dans l'élevage et font concurrence aux éleveurs « traditionnels ». En outre, les dynamiques économiques ont poussé les producteurs à réemployer directement ou à vendre les résidus issus de leur production. C'est ainsi que les agriculteurs utilisent eux-mêmes leurs tiges de mil après la récolte ou en vendent, tout comme les éleveurs, ayant également pris conscience de la valeur des déjections d'animaux, les vendent aux agriculteurs comme fumure. Ce changement de modes de production affecte les rapports sociaux et est source de conflits.	Les activités de dotation des groupements en matériels de production, la remise des petits ruminants aux populations de la zone du projet vont accroître le besoin en fumure (maraichage) et tige de mil (élevage). Ceci pourrait occasionner de tensions autour de ces ressources.	↓	Les tensions seront en baisse du fait que c'est juste après la récolte au 4 ^{ème} trimestre de l'année que les tiges sont disponibles. Aussi, cette phase de récolte marque également une transition pour les activités maraîchères occasionnant la demande en fumure.

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

Sécurité				
Inaccessibilité aux zones de production, brûlure de récoltes, pulvérisation de plantes	Les acteurs de l'insécurité obligent les populations à se rallier à leur idéologie. Dans le cas contraire, ils décident d'affamer les populations pour atteindre leurs objectifs. Au moins trois pratiques d'exposition des populations à l'insécurité alimentaire sont identifiées à des proportions différentes dans les zones d'intervention du projet : la réduction de la mobilité masculine dans les zones de production et dans l'accès aux marchés, les brûlures de récoltes dans les communes de Pignari-Bana et Doucombo ainsi que la pulvérisation d'herbicide sur les semences vertes à Dourou.	L'amélioration de la sécurité comme exigence au retour des personnes déplacées en vue de la stabilité des sites des Plans d'Actions Conjointes (PAC).	↓	Ce risque va s'accroître plutôt après la récolte du fait que c'est en cette période que les marchés sont plus animés et les populations disposent des produits les exposant.
Les exigences d'allégeance aux groupes armés Conflits intra-communautaires entre ceux qui adhèrent et ceux qui refusent d'adhérer aux mouvements armés	Les conflits intra-communautaires sont enregistrés dans plusieurs communes, notamment à Pignari-Bana entre partisans du jihad et partisans de Dana.	La mise en place des comités de stabilisation comme structure devant faciliter la cohésion sociale peut entraîner de violences en raison de la divergence de point de vue dans l'adhésion ou non aux groupes armés.	↑	Le projet entend intensifier la mise en place des structures de stabilisation dans les 6 mois à venir avec un risque de d'incompréhension au sein de la communauté.

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

Limitation de mouvements pour les hommes et recrudescence des conflits conjugaux.	Les hommes étant devenus les premières cibles de la katiba Macina qui contrôle la brousse dans les communes de Doucombo, Pignari-Bana et dans une moindre mesure Dourou et Bandiagara, les femmes sont devenues, par la force des choses, les principales créatrices de biens de subsistance. Il y a cependant lieu de noter que même dans les communes où il n'y a jamais eu d'affrontement entre groupes terroristes et groupes d'autodéfense, la psychose, c'est-à-dire, la dimension psychologique de l'insécurité règne et les hommes sont dominés par la peur de se faire tuer en brousse au cas où les jihadistes les rencontreraient au champ. Ces limitations des capacités des hommes à produire des richesses pour leur famille sont sources de nombreux conflits conjugaux.	Le lien se situe autour de la restauration de l'autorité de l'Etat devant faciliter le retour des personnes déplacées.	➔	La situation demeure constante du fait que le projet envisage être plus présent dans les autres sites au-delà de Bandiagara où il est plus présent.
L'interdiction de l'accès au marché à certaines catégories de personnes par les groupes d'autodéfense.	Le prétexte de l'infiltration des marchés par des présumés jihadistes a été un motif pour procéder à des actes d'enlèvement, de dépouillement, d'expropriation de bétails et de meurtre des nantis commerçants, notamment de Bandiagara et de Pignari- Bana. Les personnes interdites d'accès aux marchés et foires sont obligées d'épouser des dynamiques	Les activités de cash for work pourraient être une source de revenus pour l'entrepreneuriat et qui exposerait les personnes qui entreprennent des activités économiques.	➔	Le projet entend étendre les activités de cash for work dans les autres sites des Plans d'Actions Conjointes (PAC) et certains de ces sites sont réputés pour être risqués durant la

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

	illicites de survie qui entretiennent l'insécurité et le conflit.			mise en œuvre de ces activités.
Services sociaux et gouvernance				
Changements institutionnels	Les changements institutionnels au sommet de l'Etat ont des répercussions au niveau local. Par exemple, les disputes de leadership entre Toucouleurs et Dogon à Bandiagara se sont accentuées à la faveur du coup d'Etat. L'on a ainsi assisté à une reproduction locale du concept de « rectification du pouvoir » émis au sommet de l'Etat, les Dogons utilisant le concept pour décrire la nécessité de placer un Dogon à la tête de la ville en évinçant les Toucouleur.	La mise en place des comités de stabilisation dans les sites des plans d'actions conjoints pourrait être influencée par certaines autorités administratives.	↑	Le projet entend mettre en place les comités de stabilisations dans les sites des plans d'actions au cours du 1 ^{er} semestre 2023 et c'est durant cette phase que les conflits pourraient surgir.
Facteurs sociaux et culturels				

Réalisé dans le cadre de l'Etude de perception et de l'évaluation de la Facilité Régionale de Stabilisation du PNUD

Déni de légitimité, hégémonie identitaire	L'évaluation a permis de mettre en exègue la méfiance qui existe en général dans la région de Bandiagara entre Peulh et Dogon. Par exemple dans toutes les communes, les Peulh ont eu peur des exactions au point de quitter les villages. Cette situation a eu des répercussions sur les arènes du pouvoir local. C'est ainsi qu'un conflit oppose les Tall (Toucouleurs, un sous-groupe peulh) aux autochtones de la ville de Bandiagara (Dogon) : Il s'agit d'une dispute du leadership traditionnel à Bandiagara. En effet en 2022, le groupe d'autodéfense Dogon s'en est pris au chef Toucouleur nouvellement intronisé qui est décédé 3 mois plus tard. Le groupe d'autodéfense s'est opposé à son inhumation au palais Royal à Bandiagara et a procédé à la désignation d'un nouveau chef de village issu de la communauté Dogon.	La mise en œuvre des activités de sensibilisation autour de la cohésion sociale pourrait avoir de réticence au sein des communautés déjà déchirées par le repli identitaire	➔	Les activités de cohésion ne sont pas planifiées pour la période faisant en sorte que le risque reste moyen.
Facteurs transfrontaliers				
Transhumance	La présence d'animaux venant du Burkina Faso sature les lieux de pâturage et crée des conflits entre agriculteurs d'une part et entre éleveurs d'autre part.	La mise en œuvre des initiatives transfrontalières entre le Burkina et le Mali	↓	Aucun site transfrontalier est planifié pour la phase actuelle pour connecter la fenêtre du Mali à celle du Burkina en vue de susciter des conflits majeurs.

